

Chantier d'analyse de classe à Paris

Le vendredi 19 novembre s'est tenue à Paris la première discussion publique d'un chantier collectif d'analyse de classe, qui se veut régulier et ouvert. Le groupe OCL d'Île-de-France en propose ici une synthèse. Nous invitons toute personne intéressée à nous rejoindre au prochain rendez-vous (« Définir le prolétariat à partir de ses luttes », le vendredi 28 janvier), à nous contacter, à nous envoyer des textes d'analyse... À l'intention des camarades qui pourraient nous rejoindre, et à ceux à une distance peu propice à la rencontre que ce chantier intéresse, nous adressons aussi un texte pour exposer nos objectifs.

Pourquoi ouvrir une série de débats sur l'analyse de classe?

Nous n'avons pas besoin de ce chantier ni de tellement d'analyses pour savoir que le capitalisme est synonyme de misère, de chômage, de précarité, de destruction de la planète, de guerres, d'oppressions de toutes sortes (patriarcat, colonialisme, racisme...). Et nous n'avons pas besoin de ce chantier pour dénoncer tous ces maux, nous le faisons déjà au quotidien. Nous n'en avons pas besoin non plus pour rejoindre et renforcer dans la mesure de nos moyens les mouvements de résistance.

Alors que cherchons-nous?

Tout d'abord, le capitalisme semble faire preuve de remarquables facultés de résilience et d'adaptation. Souvent donné pour moribond, il semble chaque fois renaître plus fort de ses cendres. Mis en faiblesse par les résistances populaires armées au fascisme au sortir de la seconde guerre mondiale, il s'est adapté en achetant la paix sociale par un compromis, le compromis fordiste, à la base de la croissance des «trente glorieuses», époque de conquêtes ouvrières (retraite, sécurité sociale, CDI, mensualisation, etc.). Dès qu'il l'a pu, il a rompu avec ce compromis à la suite de la «crise pétrolière», à coup de mondialisation, offensive libérale, dérégulation, et surtout grâce au pouvoir croissant de la finance. Depuis des années, nous (dans un sens large, allant jusqu'aux réformistes et aux syndicats) allons de défaites en défaites, et vivons une régression sociale très importante par rapport à la période des 30 Glorieuses, sans être pour autant (pour le moment) retombé·es dans la misère ouvrière du 19ème siècle, du moins dans les pays développés. Il faut avoir ce temps long en mémoire si on ne veut pas tomber dans le piège du regret de la période de croissance bénie, regret qui mène dans une impasse, celle de se réfugier dans le giron d'un État protecteur mythifié, sans compter que cette croissance ne peut qu'aggraver la destruction de la planète. Si on veut combattre efficacement le capitalisme, il faut le connaître et en comprendre le fonctionnement.

Notamment, une de ses forces, c'est qu'il a toujours su s'appuyer sur nos divisions, nous ne parlons pas seulement ici des divisions idéologiques, mais des divisions en terme de situations matérielles réelles. A la fin du 19ème siècle aux Etats-Unis, le taylorisme a été inventé pour casser les syndicats blancs en embauchant de la main d'œuvre noire ou immigrée non qualifiée. Il a été introduit en France à la faveur de la 1ère guerre mondiale pour utiliser la main d'œuvre féminine et coloniale. Le capital a toujours su s'appuyer sur l'existence de plus déshérité·es (existence dont il est responsable évidemment) pour saper les conquêtes qu'il avait été obligé de concéder, et s'il a pu si bien et si facilement le faire, c'est aussi parce que ces déshérité·es étaient méprisé·es et laissé·es de côté par les prolétaires mieux lotis qui avaient su s'organiser. Rappelons que jusqu'au début du 20ème siècle, beaucoup de syndicats CGT en France, sous l'influence des proud'honiens, refusaient l'adhésion des femmes, voire avaient une clause d'exclusion des syndicalistes dont les femmes travaillaient. Si nous voulons être efficaces contre le capital, il ne suffit pas de brandir le slogan (vrai) de l'unité de classe, d'un intérêt commun contre le

capital. Il nous faut aussi avoir une idée de l'état réel des situations, pour être capables de montrer que la solidarité n'est pas un sentiment moral, c'est une nécessité de lutte.

Il y a une autre direction qui motive ce chantier. Nos idées ne « parlent » aux prolétaires à qui nous nous adressons que si elles sont en phase avec ce qu'ils et elles vivent, si elles s'appuient sur leur réalité. Sinon, ce sont de grandes phrases creuses. Et pour les grandes phrases creuses, les politicien·nes et démagogues de tout poil sont bien meilleur·es et bien plus professionnel·les que nous. Or, la majorité d'entre nous n'ont pas les deux pieds ancrés dans la réalité ouvrière. Ceci nous oblige à un travail d'enquête pour nous mettre au fait des choses. Ce n'est pas en criant plus fort que les autres que le capitalisme c'est la misère que nous avancerons d'un pouce vers le schmilblick. Au fond du misérabilisme, il y a du mépris pour les victimes du capitalisme. Personne ne supporte le mépris, et surtout pas ceux et celles qui sont prêt·es à se révolter.

Retour sur la première session du chantier

Précarisation du prolétariat ?

Nous avons posé plusieurs questions dans l'appel au débat, et la première : « Quelle composition de classe dans un contexte de précarisation ? » a occupé l'essentiel des échanges. La précarisation fait référence à différents aspects (turn-over important, contrats courts, sous-traitance, paupérisation...) et nous avons passé du temps à discuter de sa réalité aujourd'hui, et de la façon de l'appréhender. La réalité statistique et le ressenti quotidien ne disent pas forcément la même chose : même si 85 % des contrats en France sont toujours des CDI, cela ne nous renseigne pas sur l'intensité de l'exploitation, les possibilités réelles de se faire virer ou les pressions pour accepter des contrats pourris. De plus, la précarisation dépend de l'échelle de temps qu'on considère, car il est évident que jusqu'à la première moitié du XXème siècle, voire plus tard, une grosse partie de la main d'œuvre ignorait de quoi serait fait le lendemain. Globalement, on peut tout de même dire que depuis les années 80, on assiste à une dynamique de régression sur le lieu de travail, qui se traduit dans les luttes par de nombreuses défaites, et qu'on peut qualifier de précarisation.

Question fric, les salaires les plus faibles sont souvent des temps partiels imposés, et on assiste à une généralisation du smic comme salaire « normal » (1), et non plus comme salaire minimal de départ ; ce que la statistique du salaire médian en France (aux alentours de 1 500 euros nets mensuels) ne dit pas vraiment. Si on ajoute les chômeurs des 3 catégories et les smicards, on arrive facilement à plus de 15 millions de « pauvres » ou de personnes qui galèrent avec leur salaire (2). L'alternance entre boulot et chômage qui caractérise une partie des travailleurs s'accompagne d'un renversement idéologique de la vision du chômeur qui passe de « travailleur privé d'emploi » à la figure d'un assisté, alors que le chômage est une partie intégrante de notre salaire collectif : c'est notre argent, on ne le quémande pas. D'ailleurs, la majorité des chômeurs ne touche pas d'allocation, faute de cotisations suffisantes.

Un autre aspect de la précarité évoqué pendant la discussion est le développement technologique qui, dans le procès de production, atomise les salariés, dégrade les conditions de travail. Notamment, la contradiction entre travail réel et travail prescrit augmente, et ceci fait peser la responsabilité de la sécurité, de la conformité et de la performance sur le travailleur, qui est surveillé, mesuré, évalué à chaque instant. L'impression qui se dégage donc sur le lieu de travail, c'est d'être broyé, fliqué. Même au-delà des 15 % d'emploi précaire, c'est tout le monde qui ressent la dégradation des conditions de travail. Cela ne débouche donc pas nécessairement et pour tout le monde sur une précarité au sens de flexibilité contrainte et d'incertitude.

Également, le ressenti sur les conditions de vie en général est celui d'un durcissement général : les générations actuelles sentent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. La part du logement dans les dépenses a augmenté, et les logements HLM abordables se font rares. Si on devait caractériser l'époque, on dirait peut-être que la vie ouvrière devient davantage contraignante (logement, voiture et prix des dépenses fixes, déplacements professionnels) plutôt que miséreuse de façon absolue.

Donc finalement, même si la précarité était bien plus forte dans les débuts du capitalisme, la montée du chômage aujourd'hui semble faire obstacle à la combativité prolétarienne. D'autant plus que la taille des collectifs de travail a diminué (moins de très grosses usines, multiplication des employeurs sur un même lieu...) ce qui rend plus difficile de se regrouper sur le lieu de travail pour arracher des améliorations des conditions de vie.

Quelle organisation des prolétaires en lutte ?

En conséquence, de nombreuses luttes récentes, en France (Gilets Jaunes) ou ailleurs, s'expriment davantage sous une forme émeutière de rue, car le collectif sur le lieu de travail est rompu.

Il n'est en effet pas facile de créer du collectif dans un endroit où un intérimaire vient pour une journée, ou bien là où le télétravail va amplifier l'émiettement... Dans de nombreuses boîtes, les collectifs de travail sont explosés par l'externalisation des activités (des tâches auparavant faites en interne), et c'est pareil dans les administrations, notamment dans les établissements scolaires où les salariés sont payés par des ministères ou des boîtes différentes. En conséquence, la subjectivité de la personne qui produit a beaucoup évolué, car les grilles de lecture dans une boîte de qui est collègue a changé. Et le management néolibéral cherche à donner l'impression dans certaines boîtes d'un « tous collègues » qui masque qui est ami ou ennemi. La fierté d'être producteur a disparu de par la perte de sens de beaucoup d'activités et de par l'éloignement du travail d'une partie du prolétariat – jeune en particulier –, qui ne se considère plus comme travailleur. Et puis, la peur de se faire virer dans une période où c'est moins facile de retrouver du travail qu'avant n'aide certainement pas à revendiquer.

La mémoire ouvrière, qui pouvait transmettre une forme « d'unité de classe » paraît rompue avec les dernières générations ouvrières. La « désindustrialisation » dans des gros centres ouvriers, le chômage, et l'accès récent à un cursus scolaire plus long pour les jeunes prolétaires y ont contribué.

De ce fait, la difficulté à s'organiser dans la boîte pourrait-elle pousser à chercher un soutien à l'extérieur comme une étincelle pour aider à l'organisation ? Cela a pu se voir avec des Gilets Jaunes qui appelaient à bloquer leur boîte, sans qu'ils puissent le faire eux-mêmes par la grève. Tous ces constats ne doivent pas faire oublier que les luttes sur le lieu de travail existent encore, et que le collectif de travail s'y revivifie. Finalement, c'est l'œuf et la poule : une fois qu'il est renforcé, ça reste et ça renforce la lutte.

Il n'en demeure pas moins que c'est sur le lieu de travail qu'on peut frapper économiquement le capital, que des liens un peu permanents se tissent, etc. Maintenir un collectif de travail peut et doit être un objectif de lutte. En ces périodes de défaites fréquentes, un mouvement qui n'a pas obtenu ses revendications mais qui a gagné une solidarité sur le lieu de travail n'a pas nécessairement perdu.

C'est quoi le prolétariat ?

Il n'y a pas bien entendu une seule définition du prolétariat car c'est une définition politique, que l'on se donne notamment en fonction des objectifs politiques associés. Définir le prolétariat c'est chercher à qui on s'adresse et jusqu'où (sociologiquement) il va. Cette définition peut servir à casser la

segmentation idéologique du prolétariat en catégories aux frontières parfois floues, comme des cadres complètement prolétarisés (3). La définition de l'ouvrier ou du prolétaire est à géométrie variable, car si on insiste sur la souffrance au travail, elle peut exister de façon bien plus vive chez des petits cadres (« professions intermédiaires ») davantage que chez certains ouvriers « protégés ». Quoi qu'il en soit, définir qui est « ouvrier » ou pas est difficile hors de tout contexte. Alors pour certains on aurait davantage intérêt à définir l'ennemi commun, qui est la classe capitaliste (celle-ci aussi peut toutefois être difficile à cerner car la chaîne d'exécution est masquée et diffuse) et chercher à unifier nos luttes. L'analyse de la composition de classe et du procès de travail associé, sur un lieu de travail, peuvent à l'inverse être vus comme un outil pratique que l'on peut utiliser, dans la boîte ou en soutien, contre les donneurs d'ordre afin de renforcer la lutte en ciblant les points de tension.

Certains préfèrent parler de classe laborieuse plutôt que de classe ouvrière, qui, dans sa forme construite autour de la conscience d'elle-même dans la grande usine, est en relative disparition dans les centres capitalistes. Cette classe laborieuse est ressortie lors de la pandémie car certaines fractions de la classe salariale étaient contraintes (car jugées essentielles) d'être au boulot contrairement à d'autres qui pouvaient télétravailler à la campagne ou s'absenter...

La conscience de classe et sa composition s'éclairent bien davantage dans un contexte de lutte, en fonction de qui la rejoint ou pas. Le flou sur les contours de la classe se dissipe, et on voit alors ceux qui, parmi les « classes moyennes » rejoignent le camp de la lutte, en fonction de leurs intérêts et de la dynamique de la lutte. C'est sur ce terrain-là que nous souhaitons poursuivre le chantier, notamment à partir de témoignages et d'analyses de luttes.

(1) Vingt des vingt-sept pays de l'Union européenne disposent d'un salaire minimum analogue au Salaire minimum interprofessionnel de croissance, le fameux SMIC français. De même que les États-Unis. Contrairement à une idée reçue, le salaire minimum français n'est pas le plus élevé : il est moins important que ses équivalents belge, néerlandais, anglais ou encore irlandais. La France présente en revanche un profil très particulier parmi tous les pays qui disposent d'un SMIC : avec 17 % de salariés qui le touchent, elle est de très loin, LE pays où la proportion des salariés payés au salaire minimum est la plus élevée. Outre-manche, par exemple, seuls 3% des salariés sont dans cette situation. Et les proportions sont analogues dans les autres pays dont le salaire minimum est supérieur au SMIC français. Un seul pays se rapproche un peu de la France sur ce plan : la Bulgarie...

(2) Il faudrait cerner plus précisément les contours de ces catégories, car on peut galérer avec un salaire relativement élevé par rapport à la moyenne ou la médiane.

(3) Cela nécessite des précisions plus fines, car des cadres qui ont vécu ou vivent des pressurisations au travail qui étaient avant le monopole des ouvriers (nouvelles méthodes de management, mise en place de surveillance technologique...), ne sont pas nécessairement des prolétaires pour autant, que ce soit au sens de producteur ou d'exécutant.